

Etre de gauche n'est pas être ignorant

Par OLIVIER BLANCHARD

Olivier Blanchard est professeur au Massachusetts Institute of Technology.

Le lundi 8 janvier 2001

Le 5 décembre dernier était publié le rapport de Jean Pisani-Ferry (*lire page ci-contre*) sur les moyens de retourner au plein-emploi. Le sujet est essentiel, le rapport est détaillé et intellectuellement honnête.

Certaines des réactions m'ont inquiété. En particulier, à gauche, accusant le rapport de pensée unique, de trahison des idéaux de gauche. Ce n'est pas être de gauche que de penser qu'une augmentation du salaire minimum n'aura pas d'effet négatif sur l'emploi. Ce n'est pas être de gauche que de penser qu'une augmentation du RMI n'aura pas d'effet sur le chômage. C'est être ignorant, et irresponsable.

Etre responsable, c'est d'abord d'utiliser nos instruments de connaissance, à la fois théoriques et empiriques, pour étudier les effets de telles mesures dans le passé, ou dans d'autres pays. Et ensuite, et ensuite seulement, de définir le meilleur chemin du retour au plein-emploi.

Qu'en est-il du Smic? La théorie économique nous dit clairement qu'un salaire minimum plus élevé peut amener à une diminution de l'emploi des travailleurs les moins qualifiés. Dans certaines entreprises qui, de fait, exploitaient leurs ouvriers, l'effet sur l'emploi du salaire minimum peut être modeste: l'entreprise ou les autres travailleurs sont ceux qui paient, sans dommage pour l'emploi. Mais dans d'autres, l'augmentation du salaire minimum risque de les amener à remplacer les travailleurs les moins qualifiés par des plus qualifiés ou des machines.

Que nous montre l'évidence - qui est maintenant considérable? En gros que, quand le salaire minimum est relativement bas par rapport au salaire moyen, les effets sur l'emploi sont presque invisibles. Mais que, quand il est relativement plus élevé, l'emploi souffre. Et, comme vient de conclure une étude récente (par Abowd, Kramarz et Margolis), ceci semble bien être le cas en France.

Qu'en est-il du RMI? Une garantie de revenu minimum est certainement l'une des obligations d'un Etat moderne. Le secteur privé ne remplira pas cette fonction d'assurance. Mais la théorie économique en indique les dangers. Une garantie trop proche du salaire minimum, et le danger existe que certains profitent du système et que d'autres aient peu de motivation à prendre un travail au Smic.

Et l'évidence indique que le danger est définitivement là. Au départ, un RMI égal à à peu près la moitié du Smic semblait largement écarter le danger. Mais la réalité se révèle plus complexe. Prendre un travail implique souvent la perte d'autres avantages que le RMI. Passer du RMI à un Smic à mi-temps n'a quasiment pas d'effet sur le revenu. Une étude de Laroque et Salanie publiée l'été dernier (elle aussi durement critiquée comme n'étant pas de gauche) montre que, pour beaucoup de chômeurs, les incitations à l'emploi sont de fait bien faibles.

Existe-t-il d'autres instruments? Absolument. L'impôt négatif, dans lequel l'Etat subventionne le revenu du travail en bas de l'échelle des salaires, permet d'augmenter les revenus du travail, et donc les incitations à reprendre un travail, sans augmenter le coût pour les entreprises. Mais il a aussi des inconvénients. Il faut le financer. Et il peut inciter les entreprises à payer des salaires plus bas, en sachant que l'Etat paiera une partie de la différence.

Le travail d'un économiste de gauche est de réfléchir à la meilleure façon de combiner ces instruments: salaire minimum pour éviter les abus, revenu minimum pour éviter les drames, impôt négatif pour éviter les effets sur l'emploi. Un travail complexe, technique, même ennuyeux, parce que le diable est dans les détails. Moins amusant que de dénoncer la pensée unique, mais bien plus important.